

# LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2012 ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

VERS UN NOUVEAU CONSENSUS ?

PAR

GILLES ANDRÉANI (\*)

Pour la plupart des grandes démocraties, la politique étrangère ne joue normalement qu'un rôle secondaire dans les débats électoraux. En France, cette réalité semble particulièrement vraie, en raison de l'existence d'un consensus national sur les principales options de politique étrangère, dont la formation remonte aux années 1980 et à la synthèse réalisée par François Mitterrand en reprenant à son compte l'héritage du gaullisme dans ce domaine. Jacques Chirac a ensuite incarné ce consensus, qui n'est pas exempt de contradictions, puisqu'il inclut ancrage dans le camp occidental et distance avec les États-Unis, proximité affichée envers le Tiers-Monde et présence héritée de l'ère coloniale en Afrique, engagement en faveur des droits de l'homme et réalisme en diplomatie, aspiration au leadership dans la construction de l'Europe et souci de l'indépendance nationale et, enfin, attachement au multilatéralisme et préservation du statut et de la liberté d'action, en particulier militaire, de la France.

Nicolas Sarkozy, qui se voulait candidat de la rupture, avait, dans la campagne de 2007, délibérément mis à mal ce consensus, en revendiquant sa proximité avec les États-Unis et Israël et en affichant une conception militante de la promotion internationale des droits de l'homme, proche de celle des néo-conservateurs américains. Ces transgressions par rapport à la synthèse gaullo-mitterrandienne, prolongées par la réintégration du commandement intégré de l'OTAN et un engagement accru en Afghanistan, ne lui ont néanmoins guère été reprochées par ses opposants lors de la campagne présidentielle de 2012. C'est cette absence de débat sur laquelle nous nous interrogerons d'abord, en essayant d'en démêler les raisons : Nicolas Sarkozy a-t-il été moins en rupture avec le consensus national de politique étrangère que la campagne de 2007 ne l'annonçait ? Ou François Hollande était-il plus d'accord avec le Président sortant qu'il ne voulait l'admettre ?

Cependant, il y a deux décennies que ce consensus, quel qu'en soit le contenu exact, ne s'entend plus que de la politique étrangère au sens traditionnel et

(\*) Magistrat à la Cour des comptes (France) et professeur associé à l'Université Panthéon-Assas (France).

non de la question européenne : depuis le référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, le degré souhaitable d'intégration de la France dans l'Europe et le sens à donner au projet européen n'ont cessé de diviser les Français. Ces divisions passant à l'intérieur même des partis de gouvernement, ces derniers se sont employés à les atténuer ou à les dissimuler et le débat partisan ne les reflétait ainsi qu'imparfaitement. Le rejet, par le référendum de 2005, du projet de Traité constitutionnel européen a marqué la limite de ces stratégies, en particulier pour le Parti socialiste (PS), dont certains des principaux dirigeants, suivis d'une majorité de ses électeurs, ont fait échec à la discipline du parti et assuré le succès du « non ».

Depuis, les partis de gouvernement ont été amenés à faire une part accrue et un écho plus explicite aux sentiments de défiance envers l'intégration européenne manifestés par le vote du 29 mai 2005. Il nous semble qu'aiguillonnés par les positionnements anti-européens symétriques du Front de gauche et du Front national et par le score élevé d'Arnaud Montebourg aux primaires socialistes, ils ont franchi à cet égard une étape nouvelle au cours de la campagne présidentielle de 2012.

Il y avait autrefois convergence des partis de gouvernement pour l'Europe, face à des partis protestataires anti-européens. Or, en 2012, les discours sur l'Europe de tous les candidats ont été défensifs, au-delà de la distinction entre ces deux familles de partis : le débat partisan français sur l'Europe a convergé à cette occasion dans une prise de distance partagée à l'égard de l'intégration européenne.

La crise économique, la fragilité de l'euro et l'éclectisme idéologique de Nicolas Sarkozy, qui n'a pas hésité à emprunter certains de ses thèmes à l'extrême droite anti-européenne, peuvent expliquer conjoncturellement cette situation.

On peut cependant se demander si, au-delà du consensus français traditionnel de politique étrangère, elle n'annonce pas la formation d'une convergence nouvelle des attitudes sur l'Europe et, à travers elle, sur la mondialisation et l'ouverture au monde : un consensus eurosceptique de défense et de repli peut-il se former en France ? Et si tel était le cas, que resterait-il de cet objectif cardinal et consensuel qu'était jusque-là, pour la France, l'exercice d'un rôle leader dans la construction de l'Europe ?

#### LES DÉBATS QUI N'ONT PAS EU LIEU

L'atonie du débat de politique étrangère pendant la campagne présidentielle de 2012 a été sensible. Il n'y avait pas de sujet marquant qui justifiait qu'il en fût autrement et les principaux candidats avaient visiblement estimé que l'élection se jouerait sur la politique intérieure. De ce fait, les programmes des candidats et les débats n'ont réservé qu'une place minimale aux affaires extérieures : à titre d'exemple, elles ne concernent, Europe comprise, que trois propositions sur 60 et aucun des 25

« engagements-clés » de François Hollande et deux des 32 propositions de Nicolas Sarkozy.

Le constat ne s'arrête pas là. Réduit en volume, le débat ne s'est pas noué au fond sur les choix de politique étrangère, même sur des sujets qui le méritaient et qui avaient fait l'objet de prises de positions contradictoires de la part des principaux partis.

### *L'OTAN et l'Afghanistan*

L'« atlantisme » de Nicolas Sarkozy, sa décision de réintégrer en 2010 le commandement militaire intégré de l'OTAN, son engagement accru en Afghanistan et sa sympathie affichée envers les États-Unis avaient constitué une véritable « rupture », la plus sensible sur le style et sur le fond, de son quinquennat en politique étrangère. Ce positionnement lui avait attiré de nombreuses critiques pendant la campagne présidentielle de 2007. Elles se sont répétées en 2012, mais elles n'ont pas porté sur les implications concrètes de ces choix, ni sur les politiques alternatives qu'on pouvait leur préférer.

Sur l'OTAN d'abord. Si les partis d'opposition étaient unanimes dans la critique du rapprochement opéré par Nicolas Sarkozy en 2010, seuls les partis protestataires ont proposé de revenir dessus. Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière ou LO) et Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste ou NPA) ont proposé la sortie de la France de l'OTAN. Marine Le Pen préconisait quant à elle, pour le Front national (FN), retrait du commandement intégré de l'OTAN et prise de distance envers les États-Unis, au profit d'un rapprochement géopolitique avec la Russie. Elle assumait ainsi la continuité avec la dénonciation par son père de l'OTAN et du « *magma euro-atlantiste* » dans lequel risquait pour lui de se dissoudre l'indépendance de la France.

François Bayrou (Mouvement démocrate ou Modem), tout en déplorant la décision de 2010, estimait qu'il n'était pas possible de revenir dessus : « *On n'entre et on ne sort pas de l'OTAN à chaque alternance* » (1). C'était peu ou prou la position de François Hollande qui, tout en critiquant « *une sorte d'adhésion idéologique, au nom du "retour dans la famille occidentale" voulu par Nicolas Sarkozy, à l'Amérique des années Bush* » (2), se bornait à proposer de procéder à un bilan complet de cette réintégration. Cette évaluation a été ensuite demandée par le Président élu à Hubert Védrine, qui lui a remis un rapport recommandant de ne pas procéder à un retour en arrière, tout en exerçant une vigilance accrue sur l'impact financier et stratégique de la nouvelle position de la France dans l'OTAN (3).

(1) « OTAN, ce qu'en disent les candidats », *Le Nouvel Observateur*, 17 avr. 2012.

(2) *Id.*

(3) Hubert VÉDRINE, *Rapport au Président de la République sur les conséquences du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, sur l'avenir de la relation transatlantique et les perspectives de l'Europe de la défense*, Paris, 14 nov. 2012.

Sur l'Afghanistan, même combinaison de discours critique maintenu et de rapprochement au fond des positions. On se souvient que la décision de Nicolas Sarkozy d'envoyer des renforts en Afghanistan début 2008 avait provoqué une vive réaction de la part de l'opposition. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale avait déposé sur ce sujet une motion de censure, initiative justifiée par son président, Jean-Marc Ayrault, dans les termes suivants : « *Il ne s'agit pas uniquement d'un renforcement des forces françaises en Afghanistan, avec le risque d'enlèvement [...], il s'agit d'un changement complet de stratégie, de la réintégration dans le commandement militaire de l'OTAN, de l'alignement au fond de la position française, sans contrepartie ni garantie, sur la politique américaine* » (4).

Cette position s'était exprimée presque dans les mêmes termes à l'automne 2008, lorsque l'autorisation du Parlement de prolonger l'intervention en Afghanistan des forces françaises a été requise pour la première fois en application des dispositions de l'article 35 alinéa 3 de la Constitution issues de la révision du 23 juillet 2008. Le vote négatif de l'opposition ne visait toutefois pas, selon ses explications, la présence même des troupes françaises, mais une stratégie politique et militaire qui conduisait « *à une impasse* » (5) ; cette considération, qui n'était pas accompagnée d'une définition de la stratégie alternative qu'il aurait fallu suivre, donnait au vote négatif de l'opposition un caractère principalement symbolique.

Ce débat s'est prolongé dans la campagne présidentielle, François Hollande ayant pris l'engagement de faire revenir les forces françaises avant la fin 2012, soit deux ans avant le délai prévu par les Etats-Unis et l'OTAN pour le retrait de leurs forces. Il n'a pas été exempt de virulence, puisque Nicolas Sarkozy a assimilé cette position à une « *trahison* » de nos alliés dans le débat télévisé de l'entre-deux tours. Cependant, dans le contexte d'une désaffection grandissante de l'opinion à l'égard de l'engagement de la France en Afghanistan, que deux tiers des sondés désapprouvaient (6), Nicolas Sarkozy avait lui-même proposé en janvier 2012 de rapatrier nos forces avant la fin 2013 : ce qui séparait dès lors les deux candidats – un an d'un calendrier en tout état de cause en avance sur celui des Américains – était devenu politiquement insignifiant.

### *Israël, l'Iran et la Libye*

Sur ces dossiers, il y eut des nuances, mais dans le cadre d'un débat trop limité pour en prendre la mesure exacte.

Vis-à-vis d'Israël, les deux principaux candidats présentaient chacun une inconnue. On pouvait se demander si la proximité témoignée par Nicolas

(4) Cité in « Afghanistan, le PS impose le vote », *Libération*, 2 avr. 2008.

(5) Déclaration de Jean-Marc AYRAULT au nom du groupe socialiste, le 21 septembre 2008, *Le Figaro*, 22 sept. 2008.

(6) 62% se déclaraient pour et 34% contre, selon un sondage BVA-Orange du 16 septembre 2008, *L'Express*, 16 sept. 2008.

Sarkozy envers Israël en 2007 se manifesterait de nouveau dans la campagne de 2012, après plusieurs difficultés diplomatiques survenues entre Israël et la France, notamment l'admission de la Palestine à l'UNESCO en octobre 2011 et l'épreuve, par le Président français, de l'intransigeance de la diplomatie de Benjamin Netanyahu. François Hollande avait quant à lui à assumer une position du PS favorable à l'État palestinien et à une conférence internationale qui déterminerait les grands paramètres du règlement de paix, position insupportable à la coalition actuellement au pouvoir en Israël.

Les signaux d'amitié donnés à Israël furent de fait plus modérés de la part de Nicolas Sarkozy en 2012 qu'en 2007 : le président-candidat insista surtout, dans son programme, sur la relance souhaitable du processus de paix, en dépit de son caractère peu réaliste. François Hollande, de son côté, s'abstint de reprendre à son compte l'intégralité des positions du PS et signala sa sympathie envers Israël à l'occasion d'une rencontre en janvier 2012 avec le CRIF, ainsi rapportée par cette organisation : « *Concernant le Proche-Orient, François Hollande a souligné que si Israël est l'objet de tant de critiques c'est qu'il constitue une grande démocratie. C'est sans doute, a-t-il ajouté, au PS que l'on trouve le plus grand nombre d'amis d'Israël et du peuple juif* » (7).

Mesuré par le vote des électeurs français en Israël, le relatif désengagement de Nicolas Sarkozy n'a pas altéré son image d'ami privilégié d'Israël : il a obtenu 92 % de leurs suffrages au second tour en 2012, contre 89 % en 2007. De son côté, François Hollande, au-delà des signaux émis pendant la campagne, a évolué, une fois élu, d'une position initialement réservée sur la reconnaissance de la Palestine comme État observateur à l'ONU, à une attitude de soutien aux Palestiniens plus traditionnelle pour la diplomatie française : la France s'est ralliée à la reconnaissance de l'État palestinien et son mouvement a été déterminant dans le succès de cette démarche à l'ONU en novembre 2012.

En somme, tour à tour, Nicolas Sarkozy et François Hollande auront rejoint au cours de leur mandat le consensus français sur la question israélo-palestinienne, au-delà de leurs propos de campagne. Il n'y avait pas, sur ce point, véritable matière à débat entre eux.

Plus substantiel était l'écart qui les séparait sur l'Iran : alors que Nicolas Sarkozy avait pris au cours de son mandat une position en pointe en faveur des sanctions contre l'Iran et signalé qu'on ne pouvait exclure une option militaire, François Hollande s'est démarqué de cette position en employant un langage de prudence à l'égard des sanctions, dans lesquelles il voyait le moyen d'une solution négociée, et de réserve à l'égard de l'emploi de la force : « *Une action militaire unilatérale serait inopportune et dangereuse. Personne ne peut en garantir l'efficacité et chacune en voit bien les risques*

(7) Publié le 30 janvier 2012 sur le site Internet du Conseil représentatif des institutions juives de France, [www.crif.org/fr/lecrifenaaction/](http://www.crif.org/fr/lecrifenaaction/).

*d'engrenage. La voie diplomatique doit rester ouverte pour amener l'Iran à se conformer à ses obligations internationales en matière de non-prolifération nucléaire. Tous les efforts doivent être mis en œuvre pour parvenir à une solution négociée en lien étroit et constant avec nos partenaires. Dans le même temps, la communauté internationale doit, au travers des sanctions, marquer sa détermination : nous ne pouvons pas laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire » (8).*

Sur ces différents points, le temps et l'intérêt des médias ont fait défaut pendant la campagne : les candidats n'ont été invités à s'expliquer ni sur les moyens qu'ils envisageaient pour promouvoir une solution négociée du problème palestinien, ni sur le contenu de cette solution ; leurs différences d'approche, pourtant sensibles, sur la question iranienne n'ont pas été approfondies.

Sur la Libye, ces différences n'existaient guère. L'Assemblée nationale avait approuvé de façon quasi unanime – 482 voix pour sur 509 suffrages exprimés – la poursuite des opérations militaires le 12 juillet 2011. Le fait troublant de la campagne présidentielle est plutôt qu'elle se déroula comme si l'intervention militaire française réussie dans ce pays n'avait pas eu lieu. Nicolas Sarkozy ne chercha guère à se prévaloir d'un succès qui lui revenait personnellement dans une très large mesure ; il le mentionna aux côtés de sa médiation d'août 2008 dans la guerre entre la Russie et la Géorgie, alors qu'il s'agissait à l'évidence d'autre chose : sans lui il n'y aurait pas eu d'intervention militaire en Libye ; il avait pris l'initiative d'une opération risquée aux conséquences incertaines et avait gagné ce pari. Toutefois, le débat présidentiel sembla n'en tenir aucun compte : l'opinion et les médias ne mirent guère l'affaire libyenne au crédit du Président sortant, d'autant que celui-là avait choisi d'axer sa campagne sur les propositions qu'il faisait pour l'avenir, bien davantage que sur la défense de son bilan.

### ***La stature internationale des candidats***

Dans toute élection présidentielle, les électeurs sont amenés à juger de l'aptitude des candidats à exercer dans leur plénitude les fonctions auxquelles ils aspirent, notamment à représenter dignement leur pays sur la scène internationale et à y défendre ses intérêts. Même dans un contexte d'indifférence au fond à l'égard des questions internationales, celles-là retrouvent par ce biais un rôle dans le choix des électeurs, en France comme ailleurs.

Sur ce plan, il est clair que Nicolas Sarkozy pensait tenir un avantage tenant à sa pratique pendant cinq ans des affaires internationales dans un contexte marqué de bout en bout par les crises économiques et politiques, face à François Hollande, auquel manquait *a priori* l'expérience

(8) « Politique étrangère : ce qu'en dit François HOLLANDE », *Le Nouvel Observateur*, 16 avr. 2012, disponible sur le site Internet <http://tempsreel.nouvelobs.com/election-presidentielle-2012/20120416.OBS6301/>.

internationale dont aurait pu se prévaloir, par exemple, Dominique Strauss-Kahn. Dans le camp du Président sortant, on ne se fit pas faute de faire valoir cet argument. Nicolas Sarkozy choisit en outre d'afficher une proximité étroite avec Angela Merkel, supposée valoriser ses qualités de leadership européen.

François Hollande répondit à ces arguments par deux attitudes, la défense et l'indifférence. Il fit d'abord valoir son expérience acquise dans le cadre de l'Internationale socialiste et annonça, après la primaire socialiste, qu'il procéderait à une tournée des capitales européennes, voire de pays-clefs en Asie et en Amérique. Il se rendit de fait à Madrid, Bruxelles, Berlin, Rome et Londres. Dans ces pays, gouvernés au centre-droit, ses contacts privilégiés furent, dans le cadre de ces visites, avec les leaders de l'opposition de gauche : Ed Milliband en Grande-Bretagne, Leszek Miller en Pologne, Sigmar Gabriel en Allemagne qui l'invita à s'exprimer comme invité d'honneur au congrès du SPD le 5 décembre 2011 à Berlin.

Le fait qu'à ces diverses occasions les chefs de gouvernement en place s'abstinrent de le recevoir – à Berlin, Mme Merkel, en déplacement à Paris, était absente – fut utilisé par la droite pour tenter de renforcer l'image d'un François Hollande à la stature internationale médiocre. Cela finit par accrédiéter en mars l'idée d'un boycott concerté de leur part envers le candidat socialiste (9). Nicolas Sarkozy la démentit de façon ambiguë, en ces termes : « *Je pense que le problème de M. Hollande, c'est pas du tout qu'il y ait un pacte contre lui, c'est qu'il a peu voyagé* » (10).

Entre-temps, le candidat socialiste avait adopté une attitude consistant à déléguer à des personnalités du PS la mission de prendre contact avec les principales capitales étrangères : Martine Aubry à Rabat, Pierre Moscovici à Washington et Laurent Fabius au Proche-Orient, à Tokyo et Pékin – il écourta d'ailleurs sa visite en Chine faute d'avoir été reçu à un niveau suffisant (11). Ce choix permit à François Hollande de se concentrer sur la campagne en France même, où les critiques portées à son manque d'expérience internationale eurent un impact limité sur l'opinion. Quant à la rumeur de boycott des dirigeants européens de centre-droit, elle fut au bout du compte davantage un embarras pour Nicolas Sarkozy que pour le candidat socialiste.

#### LES ATTITUDES SUR L'EUROPE, LA MONDIALISATION ET L'OUVERTURE AU MONDE : VERS UN NOUVEAU CONSENSUS ?

Si la politique étrangère au sens strict n'a joué qu'un rôle minime dans la campagne, les discours et les programmes des candidats ont abordé un ensemble de problématiques dictées par la situation économique et la crise

(9) « Boycott européen : HOLLANDE minimise l'impact », *Libération*, 6 mars 2012.

(10) *Id.*

(11) « Visite écourtée de Laurent Fabius en Chine », *Le Figaro*, 21 fév. 2012.

de l'euro, où se mêlaient l'Europe, la mondialisation, et l'ouverture au monde, dans ses aspects humains (l'immigration) ou commerciaux et financiers (le libre-échange et les implications de l'euro).

Au-delà des différences de programmes, qui étaient naturellement importantes entre les candidats sur ces sujets, des convergences étaient perceptibles dans les thèmes et le vocabulaire qu'ils ont utilisés : thèmes de défense face non seulement à la mondialisation, mais aussi à l'ouverture commerciale et aux libertés de circulation associées à l'Europe communautaire ; vocabulaire où les mots « souveraineté », « protection » et « frontières » se trouvaient mis en valeur.

Ce discours de repli était accompagné de références à l'Allemagne, dont on peut dire qu'elle aura été rarement aussi présente dans un débat électoral français. « Modèle » pour Nicolas Sarkozy, repoussoir pour d'autres, elle a été une référence obligée pour François Hollande, qui a plaidé la compatibilité de son programme avec une relation franco-allemande maintenue et même renforcée.

Cependant, entre ces évocations de la mondialisation chargées de messages subliminaux protectionnistes et eurosceptiques et les rappels d'un principe de réalité incarné par l'Allemagne, la tension était inévitable ; elle continue de faire sentir ses effets au-delà de la campagne électorale.

### *L'Europe, la mondialisation et l'ouverture au monde*

On trouve d'abord sur ce sujet, aux deux extrêmes du spectre politique, des dénonciations symétriques de l'Europe. Dans le programme du Front national, dénonciation d'une Europe au service de « *l'idéologie ultra-libérale mondialiste et des intérêts du secteur financier* » ; proposition de renégociation des traités européens par un « *ministère des souverainetés* », afin que la France « *retrouve la maîtrise de ses frontières et de sa monnaie* » (12) – le programme comportait la sortie de la France de l'euro et de Schengen et la fin de l'actuelle Union européenne. Le FN prônait d'ailleurs la constitution d'une « *union paneuropéenne* » incluant la Russie et la Suisse.

Le Front de gauche a dénoncé de la même façon la « *mondialisation libérale* » et la « *dictature des marchés financiers* ». Il proposait de mettre fin à l'indépendance de la BCE, de financer un fonds social européen par la création monétaire, de « *s'affranchir du Traité de Lisbonne* » et revendiquait à l'égard des textes européens une « *pratique de désobéissance* », ainsi que le « *refus d'appliquer les directives contraires à nos engagements* ». En revanche, s'il proposait de remettre en cause les Accords de Schengen, ce n'était pas pour réduire l'immigration, mais à l'inverse, pour en finir avec « *l'Europe forteresse [...] au profit d'une action résolue en faveur de politiques*

(12) Programme de Marine LE PEN, disponible sur le site Internet [www.marinelepen2012.fr/le-projet/politique-etrangere/europe/](http://www.marinelepen2012.fr/le-projet/politique-etrangere/europe/).



*nouvelles de migrations internationales* » (13). Cependant, le candidat du Front de gauche faisait un usage aussi abondant du mot « souveraineté » que le Front national.

Les candidats des partis de gouvernement sont naturellement restés éloignés sur le fond de ces propositions. Cela étant, leur rhétorique de campagne a largement fait écho à certains de ces thèmes : volonté de changer la donne de la mondialisation, dénonciation de la finance et des puissances d'argent, renégociation des traités européens, distance à l'égard de l'Europe communautaire. Ils dénonceront d'ailleurs symétriquement, François Hollande les emprunts faits par Nicolas Sarkozy aux idées du FN, et Nicolas Sarkozy la proximité de François Hollande avec celles du Front de gauche.

Cette proximité rhétorique se retrouve de la façon la plus évidente chez Nicolas Sarkozy. Son programme présenté le 5 avril 2012 (14) comportait deux propositions destinées à faire écho aux préoccupations des électeurs du Front national : la renégociation des Accords de Schengen et la diminution de moitié de l'immigration régulière.

La proposition de Nicolas Sarkozy de modifier le traité de Schengen ou, à défaut, de rétablir des contrôles aux frontières nationales faisait écho à un thème qu'il avait évoqué dès le début de sa campagne, celui des frontières : « *Nous n'effacerons pas nos frontières. Elles sont la condition de notre liberté, de notre démocratie, de notre solidarité* » (15). Il y reviendra jusqu'au bout : « *Je veux protéger le modèle français. J'ai osé le frontière, je le sais. Les frontières expriment le refus du laisser-faire, du laisser-aller* » (16).

Sa critique de la finance et de la mondialisation s'est exprimée à travers deux mesures, la taxation des exilés fiscaux et la non-déductibilité des dépenses engagées par les entreprises pour effectuer des délocalisations. La lutte contre l'exil fiscal et les délocalisations, assortie de propositions telles que la renégociation des conventions fiscales de la France avec ses partenaires en Europe, faisait également partie des propositions de François Hollande.

Chez le candidat socialiste, deux étapes principales ont marqué la formulation de ses thèmes de campagne relatifs à la mondialisation et à l'Europe. La première a été, au lendemain du premier tour des primaires socialistes, la longue lettre qu'il adressa à Arnaud Montebourg pour exprimer ses points d'accord avec le candidat de la « démondialisation », ainsi que les différences qui l'en séparaient. Il y parlait de « *reprendre le contrôle politique des systèmes financiers [...] question de souveraineté préservée pour la France* », de « *repenser le régime des aides d'Etat* ». Il s'estimait en accord

(13) Cf. le site Internet [www.jean-luc-melenchon.fr/brochures/humain\\_dabord.pdf](http://www.jean-luc-melenchon.fr/brochures/humain_dabord.pdf).

(14) Disponible sur le site Internet [tempsreel.nouvelobs.com/presidentielle-demandez-le-programme/20120405.OBS5566/regardez-nicolas-sarkozy-presente-son-programme.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/presidentielle-demandez-le-programme/20120405.OBS5566/regardez-nicolas-sarkozy-presente-son-programme.html).

(15) Allocution prononcée au Zénith, à Toulon, le 2 décembre 2011, *Le Figaro*, 3 déc. 2011.

(16) Discours au Trocadéro, à Paris, le 1<sup>er</sup> mai 2012.

avec Arnaud Montebourg pour estimer que « *le combat qui s'engage dans ce début de siècle oppose bien les puissances publiques aux marchés* ». Il récusait cependant le protectionnisme, estimant qu'entre cela et « *le libre-échange idéologique que nous connaissons, une politique européenne réaliste est possible : elle est inscrite dans notre projet socialiste sous l'expression de juste-échange* » (17).

La seconde étape a été l'engagement de François Hollande de renégocier le traité budgétaire européen (18), qu'il formula au lendemain de la mise au point du projet de texte par le Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011 (19). Cette prise de position aura été centrale dans sa campagne ; elle lui a permis de prendre ses distances avec le renforcement des disciplines budgétaires européennes rendues nécessaires par la crise de l'euro. Cependant, François Hollande se donna la latitude de la relativiser, en parlant assez vite de « *précision* » et d'« *ajout* » au traité (20), et d'esquiver ainsi la crise européenne qu'impliquait une renégociation véritable, inacceptable pour l'Allemagne et en pratique impossible ; elle n'eut d'ailleurs pas lieu.

Des deux autres engagements de campagne de François Hollande relatifs à l'Europe, celui sur le commerce faisait écho à l'inquiétude de l'électorat devant la mondialisation et l'ouverture excessive de l'Europe : « *Je proposerai également une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et pour fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale. Une contribution climat-énergie aux frontières de l'Europe viendra compléter cette stratégie. J'agirai, dans le cadre du G20, pour une parité plus équilibrée de l'euro vis-à-vis du dollar américain et du yuan chinois en proposant un nouvel ordre monétaire international* » (21).

Le thème de la réciprocité en matière commerciale et monétaire figurait en termes proches dans les programmes de Nicolas Sarkozy et de François Bayrou. En revanche, l'engagement de François Hollande de promouvoir un « *budget européen ambitieux* », instrument de relance économique, contrastait avec le gel de la contribution française au budget de l'UE proposé par Nicolas Sarkozy ; mais c'était là la seule marque d'ambition du programme européen de François Hollande, celui de Nicolas Sarkozy n'en comportant, quant à lui, aucune.

Dans ce paysage programmatique peu riche en attentes vis-à-vis de l'Europe, on aurait pu penser que ferait exception François Bayrou, candidat d'un parti héritier de la démocratie-chrétienne et historiquement pro-européen. Il n'en a rien été. La charte fondatrice du Modem adoptée

(17) Disponible sur le site Internet [www.arnaudmontebourg2012.fr/content/les-reponses-de-martine-aubry-et-francois-hollande](http://www.arnaudmontebourg2012.fr/content/les-reponses-de-martine-aubry-et-francois-hollande).

(18) Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans la zone euro.

(19) Le 12 décembre 2011, il déclare, dans un entretien à RTL : « *Si je suis élu Président de la République, je négocierai – renégocierai – cet accord* ».

(20) « *Traité européen : comment Hollande veut renégocier* », *Le Monde*, 8 fév. 2012.

(21) 13<sup>e</sup> des 60 engagements du candidat, disponible sur le site du Parti socialiste.

en 2007 avait vu disparaître la référence au fédéralisme au profit de la défense d'une « *Europe des peuples et des citoyens, active et solidaire, où les États nationaux, détenteurs d'un patrimoine commun de civilisation, défendent ensemble leurs intérêts et leurs valeurs* » (22). Il a certes appelé à une refondation de l'Europe, mais sur la base d'un constat désabusé de la situation actuelle : « *Nous aimons l'Europe, mais nous n'aimons pas ce qu'elle est devenue* », disait-il ainsi le 7 mars 2012 à Strasbourg. Hormis un appel à ratifier sans barguigner le traité budgétaire et la proposition sans avenir concevable d'élire au suffrage universel le Président de l'Union européenne, il n'y avait rien dans les positions sur l'Europe de François Bayrou qui le distinguât de François Hollande ou de Nicolas Sarkozy.

C'était une constante des partis de gouvernement en France que de présenter l'Europe comme une réponse aux périls de la dérégulation des marchés globaux et de l'ouverture incontrôlée au monde. François Mitterrand avait fait largement utilisé cet argument dans le débat qui l'avait opposé à Philippe Séguin avant le référendum sur le Traité de Maastricht en 1992. La campagne de 2012 aura vu les candidats prendre acte de l'inquiétude d'une opinion qui voyait dans l'intégration européenne le cheval de Troie de la mondialisation. Ils ont adopté des discours convergents méfiants envers la mondialisation, critiques des marchés mondiaux et de la finance et défensifs envers l'Europe.

### *L'Allemagne : argument électoral ou principe de réalité ?*

Nicolas Sarkozy a choisi d'afficher dans la campagne sa solidarité avec A. Merkel et s'est prévalu du travail suivi et de l'entente approfondie qui les liait. « *Avec l'Allemagne j'ai appris mon métier de président* » (23), dit-il en décembre 2011. Le 6 février 2012, ils tinrent une conférence de presse commune au cours de laquelle Angela Merkel déclarait : « *Je soutiens Nicolas Sarkozy sur tous les plans car nous appartenons à des partis amis* » (24). Elle confirmait à cette occasion son refus de renégocier le traité budgétaire. Par la suite, Nicolas Sarkozy se réclamera du « *modèle allemand* » pour défendre notamment son projet de transfert sur la TVA de certaines charges sociales pesant sur les salaires afin d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises. En revanche, il ne sera pas donné suite à l'idée de *meetings* communs dans le cadre de la campagne électorale, évoquée en janvier.

Réagissant avec flegme à cette situation, qu'il déclara considérer comme « *normale* », François Hollande n'entendit pas laisser à Nicolas Sarkozy le bénéfice exclusif de l'entente franco-allemande. Il s'y déclara lui aussi

(22) « Charte des valeurs » disponible sur: le site Internet [www.mouvementdemocrate.fr/evenements/congres-udf-modem/textes-fondateurs/textes-fondateurs-modem.html](http://www.mouvementdemocrate.fr/evenements/congres-udf-modem/textes-fondateurs/textes-fondateurs-modem.html).

(23) Allocution prononcée au Zénith, à Toulon, le 2 décembre 2011, *Le Figaro*, 3 déc. 2011.

(24) Conférence disponible sur le site Internet [www.lcp.fr/videos/reportages/92352-conference-de-presse-de-nicolas-sarkozy-et-d-angela-merkel](http://www.lcp.fr/videos/reportages/92352-conference-de-presse-de-nicolas-sarkozy-et-d-angela-merkel).

attaché : son programme incluait d'ailleurs la proposition de sceller l'amitié franco-allemande par un nouveau traité entre les deux pays. Il minimisa ses différences avec Mme Merkel et rappela ce que les succès allemands devaient à la social-démocratie. Il laissera néanmoins entrevoir ces différences, par exemple dans un entretien au journal *Le Monde* en février sur le traité budgétaire : « *Le problème, aujourd'hui, est la position de M<sup>me</sup> Merkel et de M. Sarkozy qui la suit* » (25).

Pour d'autres, la campagne fut l'occasion de récuser l'idée de « modèle allemand » et de faire de l'Allemagne et de Mme Merkel des repoussoirs, en des termes frisant parfois la germanophobie : Marine Le Pen dénonça ainsi régulièrement « *l'Europe allemande* » ; Arnaud Montebourg accusa Mme Merkel de « *faire une politique à la Bismarck* » (26) ; Jean-Luc Mélenchon, qui critiqua ces propos d'Arnaud Montebourg – oubliant qu'il avait lui-même qualifié Mme Merkel de « *paysanne* (27) » un an auparavant – dénonça en termes caricaturaux le contre-modèle allemand : « *Aujourd'hui, l'Allemagne c'est la retraite à 67 ans, le job à 1 euro et l'obligation d'aller prendre n'importe quel travail sinon on vous supprime toutes vos ressources* » (28).

Si les grands partis et les principaux candidats évitèrent ces débordements, on peut estimer que ces derniers participaient de la distance croissante prise par le débat politique français envers l'intégration européenne. Ils trahissaient peut-être de surcroît un malaise diffus : l'ostentation avec laquelle Nicolas Sarkozy se réclamait du modèle allemand, le soin mis par François Hollande à nier l'écart que ses positions, notamment sur le traité budgétaire, étaient susceptibles de créer avec l'Allemagne, étaient révélateurs du rôle de rappel à la réalité que celle-là jouait de fait dans la campagne présidentielle française.

En même temps qu'elle servait de garde-fou aux écarts des principaux candidats, la référence obligée à l'Allemagne renforçait l'impression d'une Europe désormais davantage subie par la France qu'inspirée par elle. En projetant auprès des électeurs cette impression, les candidats ne pouvaient qu'alimenter un double sentiment : sûrement une désaffection envers l'Europe à laquelle l'opinion n'était déjà que trop portée et peut-être l'émergence d'un certain ressentiment envers l'Allemagne, alors que l'Europe cessait pour certains d'apparaître comme un projet français, pour prendre de plus en plus l'aspect d'une contrainte allemande.

\* \*

\*

(25) « *Traité européen : comment Hollande veut renégocier* », *op. cit.*

(26) Entretien sur LCP, la chaîne parlementaire, 30 nov. 2011 : Arnaud Montebourg ajoutait que la politique d'Angela Merkel, « *c'est l'importation des exigences, des diktats allemands sur ce qui restera de la zone euro après avoir expulsé finalement les pays qui ne peuvent pas s'en sortir [...] le moment est venu maintenant d'assumer la confrontation politique face à l'Allemagne et de défendre nos valeurs* ».

(27) « *C'est pas une dame de fer, c'est une dame locale, c'est une paysanne d'un coin de l'Allemagne qui ne prend pas ses responsabilités devant l'Europe* », entretien de Jean-Luc Mélenchon à Europe 1, 29 avr. 2010.

(28) Entretien de Jean-Luc Mélenchon au journal *Le Monde*, 9 fév. 2011.

De ce survol des débats de politique étrangère de la campagne présidentielle de 2012, quelles impressions d'ensemble peut-on retirer ? Au-delà du constat d'évidence que les questions internationales et européennes n'ont joué qu'un rôle limité dans la compétition, nous en proposerons quatre : consensus, pauvreté, singularité et repli.

Consensus : c'était déjà sur le moment l'impression des observateurs qui, comme Bertrand Badie (29), discernaient dans le candidat Hollande le continuateur potentiel de la politique étrangère de Nicolas Sarkozy. Les événements n'ont pas démenti cette impression, puisque, au moment d'achever la rédaction de cette contribution, on apprend que François Hollande, qui avait déclaré vouloir « rompre avec la Françafrique » et en « répudier les miasmes » (30), vient d'engager l'armée française au Mali, dans la meilleure tradition d'intervention africaine de ses prédécesseurs, avec un large soutien des forces politiques de tous bords. A ce consensus traditionnel de politique étrangère *stricto sensu* s'en ajoute peut-être un nouveau : un consensus de méfiance envers l'Europe, où pourraient se retrouver ceux qui craignent, à gauche, la désindustrialisation et la remise en cause du modèle social français et, à droite, l'immigration non maîtrisée et la dilution de l'identité nationale, dans un contexte où les partis de gouvernement ont renoncé à opposer aux partis extrêmes, qui représentent l'Europe comme aggravant ces maux, le projet d'une Europe protectrice des intérêts français et régulatrice de la mondialisation.

Pauvreté des arguments et des projets. Sur la paix entre Israël et la Palestine, les conséquences du Printemps arabe, l'Iran ou l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, il n'y a pas eu de débat. Sur les questions économiques globales, les candidats n'ont pas été en mesure de présenter aux électeurs un tableau convaincant des bouleversements que provoque la mondialisation, des défis que la France doit relever dans ce contexte, ni de décrire les adaptations que l'économie et la société françaises doivent entreprendre pour y faire face. Les réponses qu'ils ont proposées relevaient souvent davantage de la rhétorique que du monde réel, même chez les principaux candidats, qu'il s'agisse de la division par deux de l'immigration régulière chez Nicolas Sarkozy ou de l'instauration d'un nouvel ordre monétaire international de la part de François Hollande.

Singularité d'un débat français où le commerce international, la mobilité des capitaux, les systèmes financiers sont quasi unanimement décrits de façon négative, où on propose à l'extrême droite que la France noue un partenariat stratégique avec la Russie et, au centre, une relation privilégiée avec les BRICS, de préférence aux États-Unis. Si l'introversión est le lot de toutes les démocraties, il y a en France des représentations singulières

(29) « Il est à se demander si Hollande n'assume pas une continuité avec Sarkozy en politique étrangère », entretien électronique de Bertrand Badie, 29 mars 2012, disponible sur le site Internet [www.lemonde.fr/idees/chat/2012/03/21/1-international-dans-la-campagne-presidentielle](http://www.lemonde.fr/idees/chat/2012/03/21/1-international-dans-la-campagne-presidentielle).

(30) François HOLLANDE, Discours d'investiture en tant que candidat du Parti socialiste, 22 oct. 2011, *Le Monde*, 23 oct. 2011.

qui conduisent à minorer des réalités économiques et géopolitiques qui sont des évidences ailleurs, comme le rôle décisif de l'économie dans les affaires mondiales et l'importance stratégique conservée par les Etats-Unis, en dépit de la montée de nouvelles puissances. La campagne de 2012 a donné une fois de plus l'occasion de mesurer.

Repli : réaction normale et d'ailleurs partagée, en temps de crise économique, la tentation du repli a dominé la campagne électorale. Les candidats ont formulé des propositions destinées à répondre aux demandes de protection envers la mondialisation et de défense à l'égard de l'intégration européenne qui émanent du corps social français. L'impression d'ensemble qui en résulte est que ces réponses ne seront guère de nature à répondre aux appréhensions de l'opinion. De l'écart entre des discours de campagne, d'ailleurs convergents sur de nombreux points, et les marges de choix réelles ouvertes à la France risquent de naître de nouvelles désillusions.